



L'APE : une voie de diversification

5 novembre 2015

Cecilia Malmström, Commissaire au Commerce

Lagos – Forum des Affaires UE-Nigeria

[Commentaires de Solidarité, 7 novembre 2015,
jacques.berthelot4@wanadoo.fr]

Son Excellence le Gouverneur général de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode,
Honorables commissaires,
Membres du Corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs,

Je suis ravie d'être ici au Nigéria. C'est mon premier voyage pour visiter votre pays.

C'est aussi le premier voyage au Nigéria d'un représentant de la Commission européenne depuis que le président Buhari a pris ses fonctions plus tôt cette année. C'est pourquoi je suis impatiente de commencer à travailler au renforcement des relations entre l'UE et la plus grande économie d'Afrique.

Et quel meilleur endroit pour le faire qu'ici à Lagos, la plus grande ville d'Afrique et la troisième ville à la plus forte croissance dans le monde [[ce qui n'est pas un signe d'occupation équilibrée du territoire!](#)] ?

Et quel meilleur endroit à Lagos qu'ici au Forum des affaires UE-Nigeria, en compagnie d'entrepreneurs qui ont de grandes ambitions pour lier nos deux économies ?

Nous avons tellement de sujets importants à travailler, de la sécurité de cette région aux défis mondiaux du terrorisme, des migrations et du changement climatique.

Mais nos liens économiques sont cruciaux pour tous ces sujets. Et, en tant que commissaire de l'Union européenne pour le Commerce international, voici ce dont je voudrais vous entretenir aujourd'hui.

Nous sommes ici à un moment de transition. Pas seulement pour le gouvernement de ce pays, mais pour l'économie du Nigeria et de l'Afrique dans son ensemble.

Nous avons vu deux décennies de croissance économique remarquable, sans précédent dans ce continent. Une nouvelle histoire de croissance et de succès a remplacé l'ancien récit de stagnation et de conflit.

Une des meilleures parties de cette nouvelle histoire de succès est qu'il n'a pas seulement été le produit de prix élevés des matières premières. Il a aussi été celui d'un meilleur fonctionnement des démocraties, d'une plus large stabilité politique et d'une meilleure gestion économique.

Mais il est quand même impossible, surtout dans un pays comme le Nigéria, de nier l'importance des exportations de matières premières comme le pétrole et le gaz.

Et voilà pourquoi nous sommes à un moment de transition.

Les prix élevés que nous avons vus pour l'énergie et d'autres matières premières au cours de la dernière décennie ont disparu – y compris pour le pétrole nigérian – et il y a peu de chance

qu'ils reviennent à ces niveaux du jour au lendemain. Cela fait du tort aux travailleurs agricoles du Brésil, aux travailleurs des mines d'Australie et de la sidérurgie en Europe. C'est un moment difficile pour beaucoup de gens.

Mais ce que cela signifie pour un pays comme le Nigéria est que la diversification de l'économie est plus urgente que jamais. Plus sera large la gamme de votre production, mieux vous serez assurés contre les fluctuations de prix comme celles-ci.

Des liens commerciaux et d'investissement approfondis avec l'Union européenne sont un moyen d'aider à atteindre cet objectif. Nos liens sont déjà très étroits. L'année dernière notre commerce de marchandises a été de près de 40 milliards d'euros. Mais des liens plus étroits et un engagement plus profond nous aideront à la fois à faire plus d'affaires, à créer plus d'emplois et à faire avancer encore plus nos économies.

Comment?

Commençons par quelques vérités générales sur le commerce et l'investissement.

Ce sur quoi tout le monde est d'accord c'est que les exportations sont une bonne nouvelle.

[Pas nécessairement si elles privent les citoyens pauvres de leurs besoins fondamentaux parce que les ressources nationales sont consacrées aux exportations plutôt qu'aux besoins intérieurs prioritaires, y compris à travers des prix intérieurs accrus].

Elles font revenir la demande de l'étranger à la maison, ce qui signifie plus de croissance et plus d'emplois. Pour une économie qui essaie de se diversifier, l'accès aux marchés d'exportation signifie que de nouvelles entreprises dans de nouveaux secteurs peuvent penser à une grande échelle dès le départ.

Mais l'accès aux importations est également vital pour une économie et certainement pour une économie qui se diversifie. Il suffit de regarder les grands exemples de diversification et de développement en Asie au cours des dernières décennies. La croissance de ces pays a été liée à leur ouverture aux importations – pas du jour au lendemain, mais progressivement.

2

Pourquoi? Parce que la réalité est qu'aujourd'hui il est presque impossible de fabriquer un produit ou de fournir un service sans un certain type d'intrants internationaux. En Asie le modèle a souvent impliqué d'importer des composants de haute technologie afin de les assembler en produits finis avant réexportation.

Ici au Nigéria, ce pourrait être l'importation de machines et d'équipements pour transformer les produits agricoles et leur ajouter de la valeur, un secteur auquel je sais que beaucoup d'entre vous ici s'intéressent aujourd'hui.

[Mais le déficit du Nigeria en produits agricoles avec l'UE28 a pratiquement triplé (multiplié par 2,9) de 2010 à 2014 (de 235,9 millions d'euros (M€) à 681,7 M€), avec 51,8% d'importations en plus (de 783 M€ à 1,189 milliards d'euros, Md€) et 7,3% d'exportations en moins (de 547 M€ à 507,2 M€)].

Mais cela est vrai en général. En Europe 80% de nos importations sont utilisées par des entreprises industrielles ou de services pour conduire leurs affaires.

L'accès aux importations contribue également à réduire les coûts. Pour les entreprises qui se lancent dans de nouveaux secteurs, trouver les meilleurs intrants aux meilleurs prix est vital.

En outre les importations – comme l'investissement étranger – transmettent aussi des idées et de l'innovation. Et cela est essentiel pour une économie qui veut innover. Les importations sont une façon d'entrer en contact avec des pratiques commerciales et des technologies qui peuvent aider les entreprises nigérianes à réaliser leur potentiel.

Comme le grand écrivain nigérian Chinua Achebe a écrit, "Ce que vous êtes n'est jamais assez; vous devez trouver le moyen d'accepter quelque chose – si petit soit-il – pour vous construire ensemble."

L'Accord de Partenariat Economique – ou APE – que nous avons négocié entre les pays d'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne vise à apporter tous ces avantages au Nigéria.

Voilà pourquoi mon message aujourd'hui est que la signature et la mise en œuvre de cet accord est clairement une situation gagnante pour les entreprises, les travailleurs, les consommateurs et le gouvernement du Nigéria.

[Si cela était vrai comment se fait-il que la Commission européenne n'ait pas tenu compte ni publié trois évaluations de l'APE sur le Nigéria parce qu'elles concluaient à des impacts négatifs :

➤ D'abord la Commission a refusé de rendre publics deux rapports d'avril 2008 et avril 2012 rédigés par le bureau d'études français ETIQA, qui ont fait l'objet de fuites récemment :

✓ Le rapport de 2008, basé sur les données des échanges de 2004 et qui n'a pas pris en compte le Programme de l'APE pour le Développement (PAPED), a conclu que :

- Le détournement des échanges en faveur des importations venant de l'UE réduit le processus d'intégration régionale, supposé être l'un des principaux objectifs de l'APE : à la fin du processus de libéralisation les importations du Nigéria seraient réduites de 8,7% en provenance du Mali, de 5,7% en provenance du Niger, de 5% en provenance du Ghana et de 4% en provenance de Côte d'Ivoire.

- Les pertes de droits de douane seraient de 3,182 Md€ la dernière année de la période de libéralisation (-29.2%) pour la CEDEAO, dont de 1,898 Md€ pour le Nigéria (-28.3%).

- Les investissements du Nigéria seraient réduits de 12% et le PNB de 1,8% à la fin de la période de libéralisation.

✓ Le rapport d'avril 2012 tient compte des résultats de l'offre d'accès au marché de la CEDEAO communiqués à ITAQA en février 2012, comparés aux résultats d'une situation de statu quo ("Business as usual") basée sur les droits de douane du SPG (système de préférences généralisées) pour les pays en développement (PED) et l'absence de droits et de quotas ("DFQF") de l'Accord "Tout sauf les armes" (TSA) pour les pays les moins avancés (PMA).

- Les droits de douane appliqués de la CEDEAO sur les produits originaires de l'UE tomberaient en moyenne de 10,7% à 5%, une baisse de moitié sur 30 ans;

- Les baisses les plus importantes concerneraient la Côte d'Ivoire (de 64% ou de 6,8 points) et le Nigéria (de 55% ou de 6,2 points);

- A la fin du processus de libéralisation en 2040, les importations venant de l'UE augmenteraient de 12% en moyenne, ainsi qu'au Nigéria;

- Pour l'ensemble de la CEDEAO, il n'y a pas d'amélioration sensible des exportations. Les seuls pays à en bénéficier sont la Côte d'Ivoire et le Ghana qui ont des APE intérimaires parce que la suppression des droits de douane du SPG sur leurs exportations vers l'UE rétablit leur compétitivité sur les marchés européens... La situation du Nigéria semble se détériorer à long terme;

- Il y a un déclin des échanges internes à la région. Cette réduction de la demande pour les importations régionales reflète le détournement des échanges en faveur de l'UE et au détriment des partenaires régionaux. Pour les produits de qualités et caractéristiques égales, la baisse des prix des importations européennes due aux baisses de droits de douane conduit les importateurs africains à se détourner des producteurs régionaux parce qu'ils deviennent moins compétitifs qu'avant la baisse des droits de douane.

- Pour l'ensemble de la CEDEAO la perte des recettes budgétaires totales est de l'ordre de 8% à la fin du processus de réduction des droits de douane. On remarque une fois de plus l'importance du rôle du Nigéria dans ce déclin. La baisse des recettes budgétaires totales du Nigéria est de 14,8% quand celle des tous les autres pays réunis est bien moindre, de 5,15%. Il est donc compréhensible que l'impact du Nigéria sur la région influencera fortement les résultats pour toute la CEDEAO.

- L'impact sur le PIB réel est une conséquence directe du changement dans les investissements... Le Nigéria enregistre la baisse la plus importante du PIB, à environ 2,8% de moins en 2040 que dans le scénario de statu quo.

✓ Cependant le rapport d'avril 2012 simule aussi l'hypothèse de fonds supplémentaires de l'UE, à la fois du PAPED et de la compensation des pertes de droits de douane de la CEDEAO. De plus le rapport simule qu'il y aurait deux PAPED successifs. Si tous ces fonds supplémentaires étaient disponibles le rapport conclut à des impacts positifs de l'AE pour la CEDEAO.

- Malheureusement Jean-Pierre Halkin, Chef de l'Unité DEVCO/C1, EuropeAid, à la Commission européenne, a confirmé le 23 juin 2015, lors d'un débat du Parlement européen, qu'il n'y a pas de fonds supplémentaire pour l'APE mais seulement un reciblage des 6,5 Md€ venant du Budget de l'UE, du 11^{ème} FED (Fonds Européen de Développement) et des prêts de la BEI (Banque Européenne d'Investissement). De plus la brochure de la DG DEVCO de la Commission européenne sur "*Commerce et Développement entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest : un partenariat qui compte*" du 3 juillet 2015 confirme que "*Le Programme APE pour le développement (PAPED) sera un instrument pour mettre en œuvre le volet développement de l'APE. Ce programme aidera l'Afrique de l'ouest à bénéficier pleinement de l'APE et, en même temps, répondra aux besoins d'adaptation et d'ajustement dans les domaines économique, social et fiscal... De 2014 à 2020, 6,5 milliards d'Euros seront alloués afin de soutenir le PAPED... L'engagement de l'UE sera réalisé à travers les instruments financiers européens existants : 11^e Fonds Européen de Développement (Programmes Indicatifs Nationaux, Programme Indicatif Régional, et enveloppe intra-ACP) et des lignes budgétaires thématiques pertinentes*" (https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/epa-brochure_fr.pdf).

Par conséquent il ne doit plus y avoir aucun doute plus longtemps qu'aucun fonds supplémentaire ne sera disponible pour l'APE Afrique de l'Ouest au delà des fonds traditionnels qui auraient de toutes façons été accordés comme par le passé ! Qui plus est ce financement est bien inférieur à celui du passé où le seul FED était d'environ 4 euros par personne et par an. Maintenant ces 6,5 Md€ sur

7 ans – et non sur 5 ans comme on l'a longtemps laissé entendre –(regroupant les fonds du FED, du Budget de l'UE et des prêts de la BEI) correspondent à 928,6 M€ par an ce qui, pour une population de l'Afrique de l'Ouest de 373,3 millions d'habitants à mi-parcours (au 30 juin 2017), se réduit à 2,5 euros par personne et par an, à peine quelques petits bonbons !

➤ Un troisième rapport sur l'impact de l'APE sur le Nigéria, financé comme les deux premiers par la Commission européenne, a été publié le 23 avril 2014, et préparé par Adeola Adenikinju et Abiodun Bankole de l'Université d'Ibadan : *CGE modelling of impact of European Union-West Africa Economic Partnership Agreement on Nigeria*. Il prend en compte les dernières données du TEC (tarif extérieur commun) de la CEDEAO et le texte de l'APE, avec les conclusions suivantes pour le Nigéria :

- Les droits de douane baisseraient de 10% au début de la libéralisation à 35% à la fin (2035).
- Les recettes budgétaires totales baisseraient de 0,5% au début et de 5% à la fin.
- Le PIB baisserait de 2% (de 8,3 Md\$), ce qui est considérable.
- Le taux d'intérêt augmenterait à 25% en 2035, avec un impact négatif sur l'investissement public comme privé.
- Cela entraînerait une hausse du chômage de 15% avec réductions des salaires et de la consommation.
- Le détournement des échanges mentionné dans une étude de 2011 est confirmé, avec en particulier une baisse de 3% à 4% des importations provenant des autres pays de la CEDEAO, ce qui réduirait l'intégration régionale que l'APE prétend promouvoir.

✓ Soulignons que tous ces impacts négatifs ne pouvaient pas prendre en compte l'énorme chute des recettes pétrolières du Nigéria que, selon les propres termes précités de la Commissaire Cecilia Malmström, "*il y a peu de chance qu'elles reviennent à ces niveaux du jour au lendemain*", sachant qu'elles représentent 75% de son budget et 95% des recettes en devises. En 2014 elles ont représenté 96,6% de ses exportations totales vers l'UE ! Et le FMI anticipe une baisse de 60% de ses recettes pétrolières en 2015, d'où une forte hausse probable du chômage.]

Voilà pourquoi mon message aujourd'hui est que la signature et la mise en œuvre de cet accord est clairement bénéfique pour les entreprises, les travailleurs, les consommateurs et le gouvernement du Nigéria.

Premièrement, il fournira l'accès au marché à droits de douane nuls et sans contingent pour vos exportations. Pas à un marché quelconque. Le marché unique de l'UE de 500 millions de personnes est le plus grand du monde.

Cet accès est une grande amélioration par rapport à la situation actuelle, et particulièrement important pour certains des principaux produits d'exportation non pétroliers du Nigéria comme le cacao transformé, d'autres aliments transformés et le cuir.

[Comme on l'a montré ci-dessus, les exportations de produits agricoles du Nigéria vers l'UE sont très faibles et ont baissé de 2010 à 2014. Les exportations de cacao ont représenté 86,7% de toutes ses exportations agricoles vers l'UE en 2014 et 90% en moyenne de 2010 à 2014, même si la

part du cacao transformé (pâte, beurre et chocolat) a augmenté de 18,4% à 47,4% du total de la valeur des exportations de cacao vers l'UE de 2010 à 2014 bien que leur part en volume n'ait augmenté que de 6% à 15,6%. Sur les 445,7 M€ d'exportations totales de cacao vers l'UE en 2014 les droits de douane du SPG ont été de 3,689 M€, soit un droit moyen de 0,83%, bien que les taux soient de 6,10% sur la pâte de cacao et de 4,20% sur le beurre de cacao car les fèves de cacao ne sont pas taxées.

On peut s'attendre à une baisse de compétitivité des producteurs de cacao transformé de la CEDEAO suite aux accords de libre-échange récemment conclus par l'UE avec les pays andins (Colombie, Pérou, Equateur). En effet le droit de douane *ad valorem* sera éliminé sur leurs exportations de cacao transformé et ne subsisteront que les droits de douane spécifiques qui s'ajoutent aux droits *ad valorem* pour les produits contenant du sucre ou des produits laitiers, ce qui concerne essentiellement le chocolat mais pas la pâte et le beurre de cacao. En outre la même élimination des droits *ad valorem* bénéficiera aux exportations andines d'ananas, assujetties autrement à un droit du SPG de 2,30%. Quant aux bananes, le droit du SPG sur leurs exportations vers l'UE baissera à 75 € par tonne en janvier 2020 (contre 111 € en 2015) et elles ne seront plus limitées par des quotas.

Quant aux produits du cuir, le Nigéria en a exporté vers l'UE en 2014 pour 155 M€ (chapitre 41 du Système Harmonisé), avec bien plus de peaux de moutons et chèvres – qui ne sont pas taxées – que de cuir préparé après tannage, les droits de douane ayant été 3,5 M€, soit un droit moyen *ad valorem* de 2,2%. Mais le Nigéria n'a pratiquement pas exporté de produits du cuir plus élaborés (chapitre 42), avec seulement 28,337 € en 2014, bien que le droit du SPG soit nul, impliquant que l'APE n'a rien à offrir sur ce chapitre.]

En outre, parce qu'il s'agit d'un traité international, le libre accès n'est pas limité dans le temps. Ainsi, les entreprises peuvent compter sur le marché européen à l'avenir.

3

En second lieu, l'APE améliorera l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest en tant que région.

[Pas du tout comme on l'a montré dans les rapports d'évaluation ci-dessus : au contraire car il y aura un fort détournement des échanges au détriment du commerce intra-CEDEAO.]

Le Nigéria est de loin la plus grande économie de cette région, mais échanger avec vos voisins est toujours vital pour la prospérité et la croissance. Il suffit de regarder l'exemple de l'Allemagne. Les exportateurs allemands connaissent beaucoup de succès dans le monde entier, mais ils exportent en fait davantage au sein de l'Union européenne qu'à l'extérieur. Et les entreprises allemandes ont diffusé leurs processus de production et s'approvisionnent dans toute l'Europe, et pas seulement en Allemagne.

[Comme précité dans le rapport ITAQA d'avril 2012 "*Pour les produits de qualités et caractéristiques égales, la baisse des prix des importations européennes due aux baisses de droits de douane conduit les importateurs africains à se détourner des producteurs régionaux parce qu'ils deviennent moins compétitifs qu'avant la baisse des droits de douane*" et le rapport d'avril

2014 de l'Université d'Ibadan prévoit "une baisse de 3% à 4% des importations provenant des autres pays de la CEDEAO".]

Troisièmement, l'accord aidera les entreprises nigérianes à avoir accès aux intrants et à l'expertise internationale qui les aideront à grandir. Parmi les intervenants aujourd'hui nous avons un représentant de Tulip Cocoa Processing. C'est un excellent exemple d'une entreprise qui a apporté de la valeur ajoutée aux fèves de cacao produites par les agriculteurs du Nigéria. Ils le font dans leur usine ici au Nigéria. Mais ils sont également reliés aux marchés internationaux via leur siège aux Pays-Bas.

L'APE aidera ce type de développement. Les tarifs qu'il abaisse sur les importations portent en grande majorité sur des produits tels que les machines et le matériel qui soutiendront le développement d'entreprises à valeur ajoutée dans toute l'économie du Nigéria. Et les entreprises européennes sont les leaders mondiaux dans ce type de production. Nous avons les produits rentables de haute technologie dont le Nigéria a besoin – que ce soit des machines pour la transformation des produits agricoles ou de réfrigération pour assurer l'intégrité de la chaîne du froid.

Quatrièmement, l'APE ne signifie pas que les producteurs locaux dans les secteurs sensibles devront faire face à la concurrence venant de l'étranger.

Nous avons négocié cet accord très soigneusement. Pour tous les produits les plus sensibles comme la volaille, le yaourt, le chocolat, le ciment, les textiles, les voitures et beaucoup d'autres, il n'y aura aucun changement. Tous ces produits sont protégés par des droits de douane élevés maintenant. Et il est clair que cela va rester de même dans l'APE.

[Ce n'est pas vrai : si la majorité des produits agricoles d'Afrique de l'Ouest seraient exclus de la libéralisation dans l'APE, deux produits importants pour la sécurité alimentaire et l'avenir à long terme de la production régionale ne sont pas exclus : la poudre de lait et les céréales, à l'exclusion du riz, verront leurs droits de douane déjà très faibles de 5% *ad valorem* tomber à zéro à partir du 1er Janvier de la 6e année, au début de l'ouverture du marché d'Afrique de l'Ouest aux exportations de l'UE. En 2014, le Nigéria a importé de l'UE pour 74,959 M€ de céréales, correspondant à des droits de douane de 3,748 M€, auxquels le Nigéria ajoute des taxes de 15% sur les 74,637 M€ de blé, soit de 11,195 M€, qui disparaîtraient avec l'APE. Et le Nigéria a importé pour 280,8 M€ de lait concentré ce qui impliquerait une perte de 14 M€ si le tarif de 5% est éliminé.

Mais la Commissaire Cecilia Malmström a oublié de parler des subventions de l'UE sur ses exportations de produits alimentaires vers le Nigéria. Certes elle a arrêté ses restitutions à l'exportation en 2014 (pour ne pas mentionner les 4 M€ de reliquats payés en 2014), mais, comme l'a confirmé à quatre reprises l'Organe d'appel de l'OMC, les subventions internes aux produits exportés doivent être prises en compte lors de l'évaluation du dumping, y compris celles sur les aliments du bétail bénéficiant aux produits animaux exportés. En 2014 chaque tonne de céréales exportée a reçu une subvention de 66,75 € et, au-delà des exportations de 330 221 tonnes de céréales brutes au Nigéria, les exportations totales ont été de 713 579 tonnes, en tenant compte de celles incluses dans les produits transformés en farine, gruaux, malt, amidon, gluten, préparations de céréales, bière, whisky, gin et vodka. Ce qui a impliqué 47,631 M€ de subventions à l'exportation pour les céréales. Rapporté à la valeur FOB UE de 202,4 € la tonne en 2014, le taux de dumping des céréales brutes était de 33% !

Chaque tonne d'équivalent-lait a reçu une subvention de 51,5 € dont 17,4 € de subventions aux aliments des vaches laitières et 34,1 € d'aides directes aux producteurs de lait de l'UE. Si bien que les 603 357 tonnes d'équivalent lait des 104 817 tonnes de produits laitiers exportés au Nigéria en 2014 ont bénéficié de 31,073 M€ de subventions. Ce qui, pour une valeur totale de 309,120 M€ de produits laitiers exportés, impliquait un taux de dumping moyen de 10,05%.

Les importations nigérianes de volailles et d'œufs de l'UE ont été très limitées en 2014 : 978 tonnes, pour 1 143 tonnes en équivalent poids carcasse ou coquilles (EPC). Les subventions de l'UE n'ont porté que sur les aliments du bétail, à 190 € par tonne d'EPC, ce qui a impliqué des subventions totales de 217 208 €. Mais l'UE a exporté 163 128 tonnes de viande de volaille au Bénin pour un EPC de 212 023 tonnes et des subventions totales de 40,284 M€. L'on sait qu'environ 85% de la volaille importée au Bénin trouve son chemin au Nigéria, même si les données ne sont pas disponibles et si les importations en provenance de l'UE ne sont pas exclusives, ce qui implique des subventions de l'ordre de 34,241 M€ transférées au Nigéria.

Autrement dit les subventions de l'UE à ses exportations de céréales, produits laitiers et viande de volaille exportés au Nigéria en 2014 ont été d'environ 113 M€, pour ne pas parler de celles à d'autres produits.]

Et même pour les produits tels que les machines qui subiront un changement, cela se passera très progressivement.

Donc, cet accord crée des opportunités d'exportation, rend les entreprises plus compétitives et prend soin d'éviter que les producteurs vulnérables soient lésés dans le processus.

Mais il fait aussi quelque chose de plus important. Il soutient le projet plus large de réforme de l'économie nigériane.

Promouvoir le commerce est mon travail. "Commerce" est écrit dans le titre de mon travail.

4

Mais je dois même admettre que l'ouverture des marchés ne suffit pas à assurer la croissance. Il y a beaucoup, beaucoup d'autres actions qui sont essentielles pour permettre aux gens de créer les entreprises prospères nécessaires pour conduire la diversification et la croissance.

L'infrastructure physique est une grande partie de cela. Dans son discours inaugural plus tôt cette année le président Buhari a souligné les défis clés des infrastructures pour le Nigéria comme l'électricité, les chemins de fer et les routes.

Mais il a également souligné les défis tout aussi sinon plus compliqués de ce que l'on pourrait appeler l'infrastructure virtuelle.

Elle recouvre des choses comme les soins de santé, les compétences, l'éducation et, bien sûr, la primauté du droit.

Améliorer la situation de la sécurité fait partie de l'état de droit. Les régions qui manquent de sécurité de base ont très peu de chances de croissance.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'UE soutient le Bureau du conseiller à la sécurité nationale, et les gros efforts du Nigeria pour lutter contre la menace posée par Boko Haram. Nous sommes bien conscients de la situation difficile des personnes – en particulier mais pas seulement les femmes et les jeunes filles – qui ont souffert de leurs attaques et abus.

Le respect des droits de l'homme est un élément essentiel de cet effort pour mettre un terme à Boko Haram. C'est pourquoi nous nous félicitons des enquêtes que le président Buhari a ouvertes sur les allégations de violations par le gouvernement.

Nous saluons également la position forte prise par le président Buhari dans la lutte contre la corruption. Je viens d'une réunion avec le Conseil nigérian sur la compétitivité et l'Initiative pour des affaires propres, qui essaie de montrer les coûts de la corruption pour les entreprises elles-mêmes et de plaider pour le changement. Nous dans l'Union européenne nous ne pouvons être plus d'accord.

L'APE a une contribution majeure à apporter à ces défis plus larges de développement des infrastructures physiques et virtuelles.

Il engage les deux parties, quand nous serons prêts tous les deux, à explorer de nouvelles négociations visant à ouvrir les marchés pour des domaines tels que les services et les investissements. Ceux-ci aideront à créer l'infrastructure économique.

Mais plus immédiatement l'accord comprend également un programme de financement de la coopération au développement pour l'Afrique de l'Ouest de 6,5 milliards d'euros, soit environ 1 400 milliards de nairas.

[Nous avons souligné que, sur la base des discours et documents de la Commission européenne, ce soi-disant PAPED n'ajoute pas un euro de plus mais n'est qu'un nouvel emballage pour l'APE des fonds de coopération traditionnels du FED, de la BEI et du Budget de l'UE.]

Ce financement permettra de soutenir des projets d'infrastructure mais aussi le renforcement des capacités dans le secteur privé et la société civile. Pour vous donner juste deux exemples :

5

Le fonds aidera les entreprises ici au Nigéria à répondre aux normes internationales sur la santé, la sécurité et l'environnement qui sont essentielles pour l'accès aux marchés mondiaux.

Et il va soutenir les efforts des autorités douanières pour rationaliser leurs procédures de sorte que les points de passage frontaliers ne freinent plus la croissance.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Nous vivons tous des moments difficiles.

Et relever nos défis n'est jamais facile, que nous soyons au Nigéria ou en Suède, d'où je viens. Les réformes les plus utiles sont toujours difficile par définition.

C'est parce qu'il y a toujours ceux qui vont résister au changement parce qu'ils croient qu'ils seront personnellement mieux sous le statu quo. Mais si nous voulons améliorer les choses, nous devons être prêts à prendre des mesures même face à une telle résistance.

Parce que cela est payant pour tout le monde à long terme.

Je crois fermement que cet Accord de Partenariat Economique peut offrir de grands avantages au Nigéria. J'espère que vous saisissez cette opportunité.

Enfin j'espère sincèrement que cette nouvelle administration donnera un nouvel élan aux divers domaines de coopération qui existent déjà entre votre pays et l'UE. L'Union européenne est prête à jouer son rôle pour renforcer notre dialogue politique et stratégique, au profit de nos peuples.